FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 133 8 €

1er au 15 juin 2002

- PORTRAITS : **Le gouvernement Raffarin (2)** (p.1-2,6-7)
- POLITIQUE : (p.3,4,)
- LOBBIES : (p.5)
- ETRANGER : (p.8)
- ECONOMIE : (p.9)
- KIOSQUE : (p. 10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Adler A. p.5
Aillagon J-J........p.1
Bayrou F.............p.6
Ben Laden O. p.9
Bloche P. p.3
Borghese V.......p.11
Botbol M..........P.10
Bouton D. p.8
Bronfman E. p.9
Cazeneuve B......p.3
Chirac J. p.7
Cohn-Bendit G. .p.3
Colonna Y. p.4
Coston H. p.11
Dassault S. p.9
Del Valle A. p.10
Devedjian P. p.5
Erignac C. p.4
Fabius L. p.2
Ferry L. p.6
Furet F. p.7
Gaubert P............p.5
Gaudin J.-C.........p.2
Gerra L.............p.11
Girardin B. p.2
Guy M................p.1
Hasler P. p.9
Irving D..............p.8
Izambert J.-L. p.5
Jobert M.............p.5
Kessel P..............p.5
Klein L. p.10
Knobel M...........p.5
Knockaert D. p.4
Kohr H. p.8
Lambert A..........p.2
Lamour J.-F........p.2
Lang J.................p.4
Madelin A...........p.6
Maor G...............p.8
Mattéi J-F. p.2
Maurras C. p.3
Messier J.-M......p.9
Minc A. p.7
Morel P...............p.4
Nader R..............p.4
Pascal J.-J...........p.3
Péry N. p.5
Raffarin J.P.........p.3
Sarközy N. p.3
Sharon A. p.5
Stewart J.............p.4

PORTRAITS LE GOUVERNEMENT RAFFARIN(2)

Voici la suite des portraits des membres du gouvernement Raffarin.

Aillagon Jean-Jacques. Ministre de la Culture et de la Communication. Enseignant, né le 2 octobre 1946 à Metz (Moselle). Il est issu d'une « famille de la petite bourgeoisie conservatrice » (*Le Monde*, 9 mai 2002), mais a été élevé par sa mère et son beau-père et huit demi-frères et sœurs dans le bassin houiller de Lorraine (puis à Toulouse, avec son père, à partir de quinze ans, à la suite d'une nouvelle rupture familiale). Il a été marié puis a divorcé. Il semble qu'il ait milité nettement à gauche en mai 1968, *Le Monde* (9 mai 2002) se contentant d'évoquer « sa fréquentation avec la politique lors des événements de mai 68, pendant qu'il achève ses études ». Ce professeur certifié d'histoire et de géographie (capes d'histoire, DEA d'histoire de l'art) aux lycées d'Egletons et de Tulle (Corrèze, le département fétiche de **Jacques Chirac** où **Bernadette Chirac** est conseiller général). C'est là qu'il fit la connaissance du couple, ce qui modela toute sa carrière. Il devait se tourner vers l'histoire de l'architecture avant d'occuper divers postes, notamment à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts comme directeur-adjoint (1977-1981). C'est qu'en 1977, à l'instigation des Chirac, ce professeur au lycée de Tulle avait été détaché de l'Education nationale pour rejoindre le ministère de la Culture, alors dirigée par le gaulliste **Michel Guy**, « homosexuel discret, très ouvertement gay dans les cercles culturels parisiens mais très officiellement au placard pour les gens de la rue » (*Têtu*, juin 2002) qu'il avait rencontré au Festival d'Avignon. Administrateur du Musée national d'art moderne au Centre Georges Pompidou (1982), il rejoint, comme directeur adjoint, la direction des Affaires culturelles de la Ville de Paris (1985), avant de devenir délégué général aux manifestations culturelles (1989) puis directeur général de la Vidéothèque de Paris (1992) où il a été nommé par **Françoise de Panafieu**. Durant la campagne présidentielle de 1995, ce chiraquien sera chargé d'animer les réseaux culturels du futur président. Propulsé à la présidence du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, en mars 1996 (il n'avait pas obtenu le ministère de la Culture qu'il espérait, **Philippe Douste-Blazy** lui ayant été préféré), en remplacement de **François Barré**, cet « apparatchik de la culture » (*Le Figaro*, 20 février 1996) dirigera également la Mission pour la célébration de l'an 2000. A cette occasion, ce secrétaire national du RPR chargé des relations avec les professions culturelles et artistiques (ainsi qu'administrateur du Musée du septennat de Jacques Chirac) devait organiser l'opération Les Portes de l'an 2000, où un gigantesque banquet, véritable « Fête de la nature » en hommage à la déesse Raison et à l'Etre suprême cher à **Maximilien de Robespierre**, fut organisé dans plus de 600 communes traversées ou approchées par la fameuse (et gnostique) « Méridienne verte » (sur une idée de l'architecte communiste **Paul Chemetov**). Il s'agissait en outre de planter 10 000 arbres, au travers de 337 communes, de manière à « ponctuer la ligne imaginaire du Méridien de Paris » (cf article dans *F&D* 61). Ce monument imaginaire reprenait donc très exactement le projet déjà mis en œuvre en 1989, lors du Bicentenaire de la Révolution française, lorsque le ministre de la Culture **Jack Lang** passa commande à l'artiste néerlandais **Jan Dibbets** d'une « sculpture imaginaire » de dix-sept kilomètres de long, composée de 135 médaillons de bronze placés à des endroits symboliques du Méridien de Paris, dans la capitale (cf **Dominique Setzepfandt**, *Paris Maçonnique*, Faits & Documents, 1996). On lui doit également les manifestations pour le centenaire de Charles de Gaulle, les 50 ans de la Libération de Paris, l'accueil à Paris de la flamme olympique, l'Université de tous les savoirs au Cnam, etc. Surnommé le « Lang de Jacques Chirac », cet homme, apprécié des milieux intellectuels et de la gauche (lié à **Pierre Bergé** mais aussi à **François Pinault** ou **Gérard Mestrallet**, président du directoire de Suez-Lyonnaise des eaux), a notamment apporté son soutien au Collectif pour le contrat d'union civile et sociale. Au *Monde* (18 mars 2002), cet « éclectique culturel » revendiquait discrètement son homosexualité : « En affirmant ma liberté de vivre ma sexualité, et cela dans un contexte historique et géographique - la province -, dans un contexte familial, aussi, très répressif, j'ai agi politiquement. Au-delà de mon sort, c'est la situation de tous les homosexuels qui, d'une cer-

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAITS

(Suite de la page 1)

taine façon, était concernée par mon comportement. » *Libération* (8 mai 2002) ajoute qu'« Aillagon ne cache pas son homosexualité ». Cet « ami de **Bertrand Delanoe** » (*Le Monde*, 9 mai 2002), ce qui lui a permis d'être reconduit en mars 2002 à la tête de Beaubourg malgré le changement de majorité dans la capitale, devait également soutenir l'écrivain homosexuel **Renaud Camus**, vivement critiqué dans la presse pour des propos « antisémites » dans son *Journal*, qui fut retiré de la vente. « Le Centre Georges Pompidou s'est ouvertement enflammé, lors de l'Europride 1997, pour les gays & lesbians studies. Un colloque ayant valeur de "manifeste de [sa] conviction que l'émergence des identités gaies et lesbiennes constitue précisément un phénomène culturel majeur" (*Ex Aequo*, juin 1998). » Le 21 avril, il appelait les artistes à manifester contre **Jean-Marie Le Pen** et fut l'un des plus actifs pour le rassemblement des professionnels de la « culture contre Le Pen » le 30 avril 2002. Il est membre invité du Siècle depuis 1997. Il a participé à de multiples tenues en loges au Grand Orient de France, notamment le 15 décembre 1999 devant la loge La Franche Amitié pour parler de *La France célèbre l'an 2000*, et encore le 24 avril 2001, devant la loge Demain pour évoquer *Evolution culturelle, Evolution sociale*.

Brigitte Girardin. Ministre de l'Outre-Mer. Née le 12 janvier 1953 à Verdun (Meuse), elle est la fille d'un enseignant, **Germain Verdier**, et d'une directrice de clinique, **Yvette Colette**. Mariée à **Eric Girardin**, directeur de société financière, dont elle a eu deux enfants, elle est passée par le lycée Marguerite de Verdun puis le Panthéon-Sorbonne. Diplômée de Sciences Po Paris et licenciée en droit international, cette secrétaire-adjoint des Affaires étrangères est l'un des rares ministres à ne pas être énarque ou issue d'un grand corps. Cette fonctionnaire a d'abord été chargée d'études à la direction du personnel et de l'administration du ministère des Affaires étrangères (1976-1978), elle rejoint la direction des affaires africaines et malgaches, traditionnelle « chasse gardée élyséenne », jusqu'en 1981, avant d'intégrer le service de coopération économique (1981-1982). Après une période à la Mission permanente de la France auprès de l'ONU à New-York, dont elle a été premier secrétaire (1983-1986) et deviendra une spécialiste du droit de la mer, elle entre au cabinet du ministre RPR de la Privatisation **Camille Cabana** (puis ministre de la Réforme administrative), comme chef de cabinet. Elle retourne ensuite au Quai d'Orsay pour y suivre le délicat dossier des zones de pêche, notamment à Saint-Pierre-et-Miquelon. Conseiller technique puis directeur adjoint du cabinet du ministre RPR des D-TOM du gouvernement Balladur, **Dominique Perben** (1993-1995), elle appartiendra au cabinet de son successeur, comme conseiller puis comme directeur de cabinet du ministre de l'Outre-Mer **Jean-Jacques de Peretti** (1995-1997), avant d'être mise par la gauche, via **Jean-Pierre Chevènement**, sur une voie de garage (son lieu d'attache est La Réunion) comme administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises (1998-2000), même si elle est la première femme à occuper ce poste. Elle rejoint alors l'Elysée comme conseiller technique à la présidence en charge de l'Outre-mer et aura en charge le volet des Dom-Tom dans le programme présidentiel pour 2002 de **Jacques Chirac**. A remarquer qu'elle n'a jamais été candidate à aucune élection.

Jean-François Lamour. Ministre des Sports. Né le 1er 2 février 1956 à Paris XIIe, ce kinésithérapeute (également licencié en chimie) est un champion d'escrime au sabre. Il a notamment été champion de France en 1977-1978, de 1980 à 1985, de 1987 à 1989 et de 1991 à 1992. Bredouille en 1980 à Moscou, il est devenu champion du monde en 1987, champion à Los Angeles en 1984 et à Séoul en 1988, et encore médaillé de bronze à Barcelone en 1992 (où il fut le porte-drapeau de la délégation française). Conseiller sportif à la Mairie de Paris depuis 1993 (où il remplace **Henri Boerio**), il a été chargé de mission à l'Elysée de 1995 à 2000, puis conseiller technique pour la jeunesse et les sports. En avril 2001, il représentait **Jacques Chirac** au dîner de gala annuel de SOS-Racisme. Il n'a jamais brigué aucun mandat électoral et se définit, bien que chiraquien, comme « sans étiquette ».

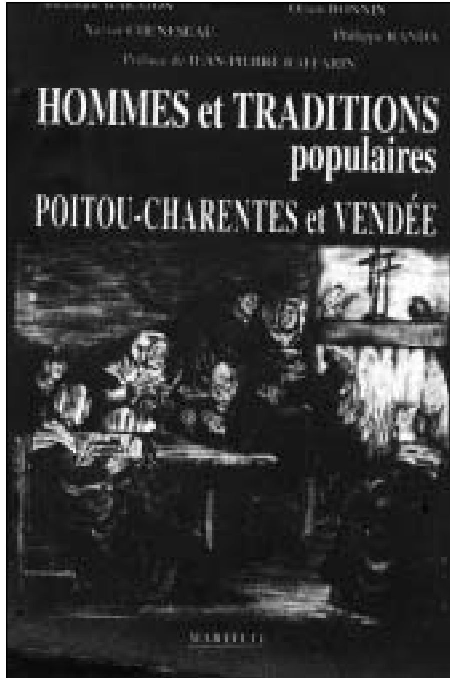
Alain Lambert. Ministre délégué au Budget. Ce notaire, né le 20 juillet 1946 à Alençon (Orne), est le fil d'un cordonnier. Marié à une enseignante d'anglais, qui lui a donné quatre enfants, ce giscardien est devenu conseiller municipal UDF-PR en 1983 de sa ville natale et conseiller général de l'Orne deux ans plus tard. Vice-président du conseil régional de basse-Normandie de 1986 à 1989, il remporte, dès le premier tour des élections municipales de 1989, la mairie d'Alençon, jusqu'alors détenue par le socialiste **Pierre Mauger** (51,2 %). Au début des années 90, ce modéré, qui fut un proche de **Michel d'Ornano**, lequel l'avait « lancé » en politique, se rattache à Force démocrate, semble-t-il sans être encarté. En 1992, il se fait élire sénateur Union centriste de l'Orne, sur une liste dissidente conduite par le RPR **Daniel Goulet**, face aux deux candidats officiels de l'UDF et du RPR qui seront tous les deux battus. Rapporteur général du Budget au Sénat en 1995 (lorsque **Jean Arthuis** devient ministre des Finances), il préside, à partir de 1998, la Commission des finances (ayant succédé à **Christian Poncelet**, devenu président du Sénat). Fondateur du club Courage et convictions au Palais du Luxembourg, il fut le concurrent de **Jean-Pierre Raffarin** à la présidence du Sénat et ne doit donc son poste (contrairement à ce qui a été écrit ici ou là) qu'à son amitié avec **Jacques Chirac**, pour le compte duquel il a « drainé » nombre d'élus centristes dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Notaire à Alençon depuis 1972, il devient président de la Chambre des notaires de l'Orne en 1984, président du Conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Caen en 1988. Membre du Conseil supérieur du notariat, il en devient le premier vice-président en 1994 et en sera président de 1996 à 1998. Cet homme aussi discret qu'influent au sein de la droite, il passe pour avoir « piloté » **Nicolas Sarközy**, jeune ministre du Budget du gouvernement Balladur (dont il s'est fait un ami), dans les arcanes de Bercy. Particulièrement écouté en matière d'épargne et de fiscalité, il fut l'auteur, en 1997, d'un rapport particulièrement remarqué sur l'alourdissement de la fiscalité sur l'épargne : « Sans épargne, pas d'investissements et sans investissement pas de croissance durable. Prenons garde à ne pas la mal-aimer. » En 1999, il sera le principal rédacteur d'un rapport sur le « mensonge budgétaire » où il dénonçait la « cagnotte fiscale » de **Laurent Fabius**. En février 2002, il écrivait dans *Les Echos* : « La situation des finances publiques françaises est telle qu'il est permis de se demander pourquoi l'équipe de **Lionel Jospin** souhaite tant se succéder à elle-même. Du fait de son invraisemblable inaction, le prochain gouvernement sera plongé dans les pires difficultés financières que la France ait connues depuis les débuts de la Ve République. »

Jean-François Mattéi. Ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes âgées. Médecin, né le 14 janvier 1943 à Lyon IIIe (Rhône). Corse par son père (un chirurgien militaire, qui sera notamment chef de service à l'hôpital d'Ajaccio), breton par sa mère (biologiste), il fut interne des hôpitaux de Marseille de 1968 à 1974, chef de clinique puis directeur de recherches à l'Inserm à partir de 1980. Son épouse, également généticienne, travaille dans son unité de recherche à l'Inserm, comme directeur de recherche. Il a milité à l'Unef dans sa jeunesse. Docteur ès sciences et docteur en médecine, agrégé de pédiatrie et de génétique médicale, professeur de pédiatrie et de génétique médicale à l'hôpital de la Timone à Marseille, ce catholique qui se dit « pratiquant » (signataire de l'appel de *Témoignage chrétien* du 7 décembre 2000) a une vision très particulière de ses fonctions : « J'ai la foi du charbonnier. Mais il n'y a pas de confusion entre ma vie de croyant et mes responsabilités publiques, où je me dois de défendre l'intérêt commun (*Libération*, 13 décembre 1996). » Il a notamment dirigé le Centre de diagnostic et prénatal de Marseille où sont pratiqués les avortements. Il a fait ses classes, en 1975, aux clubs Perspectives et Réalités (dont il

(Suite en page 6)

POLITIQUE

► *Hommes et traditions populaires Poitou-Charentes et Vendée* est un luxueux ouvrage, paru en 1993 aux éditions Martelle d'Amiens. Acheté en quantité par le Conseil régional de Poitou-Charentes, il est toujours régulièrement diffusé aux invités de marque, en particulier, jusqu'alors, aux hôtes de **Jean-Pierre Raffarin**, puisque ce dernier, alors président de région, en a signé la préface, particulièrement chaleureuse envers les auteurs. On y trouve notamment ce passage, fortement empreint d'« identité » : « L'identité régionale prend ses racines dans la tradition et tire son essence de la culture. » On pourrait s'interroger aujourd'hui sur la sincérité de ses engagements « anti-fascistes » actuels puisque ces auteurs sont tous issus de la mouvance nationaliste : **Philippe Randa**, journaliste et romancier (dont *Poitiers demain*), actuel directeur des éditions Déterna et de la revue *Dualpha*, **Xavier Cheneseau**, ancien journaliste au mensuel nationaliste *Militant* et collaborateur des publications du Front national, auteur notamment de *Les Fils de la louve* (histoire du néofascisme italien) aux Editions de l'homme libre et des *Camelots du Roi* chez Defi (l'ancienne structure de diffusion du FN), **Ogam Bonnin**, épouse d'un responsable FN, et **Angélique Baraton**, pseudonyme d'une militante Front national. On trouve également dans l'ouvrage plusieurs pages, publiées avec l'autorisation des auteurs, extraites du livre *Les Solstices* de **Pierre Vial**, conseiller régional identitaire (après avoir été FN puis MNR) et président de *Terre et Peuple*, et de **Jean Mabire**, critique littéraire de *National-Hebdo*.



► Ne cessant de se rengorger de sa « trouvaille » sur la « France d'en bas », que le nouveau gouvernement serait censé mieux représenter que le précédent dirigé par **Lionel Jospin**, **Jean-Pierre Raffarin** a en réalité simplement plagié la fameuse formule de **Charles Maurras** sur « le pays réel » et « le pays légal », celle de **Charles Péguy** opposant « l'horizontal » à la « verticalité » ou celle de **Maurice Barrès** sur le « pays des morts » opposé à celui de « l'esprit ». L'expression « France d'en bas » figure en outre très exactement dans la bouche de **Lucien de Rubempré** d'**Honoré de Balzac**, lorsque le héros de *La Comédie humaine* erre dans Angoulême. Le livre est paru… en 1837.

Les anciens camarades de combat, en général issus de l'ultra gauche, de **Gabriel Cohn-Bendit** (frère de **Daniel Cohn-Bendit**), personnalité influente des Verts, seront ravis d'apprendre que celui-ci a accepté d'être promu officier dans l'Ordre national du mérite dans la dernière fournée distinguée par **Jack Lang**.

► Rapporteur de la loi sur le PACS et connu pour son homosexualité (qu'il a reconnue à plusieurs reprises), le député socialiste **Patrick Bloche**, président du groupe socialiste et radical au Conseil de Paris, a annoncé fin avril la naissance de sa fille, Joséphine. On ignore le nom de la mère porteuse.

► **Nicolas Sarközy** a au moins le mérite de la clarté : il innove au ministère de l'Intérieur en nommant **Marie-Hélène Debart** comme « conseiller technique chargé de la rédaction des discours ».

► L'actuel directeur de la DST, **Jean-Jacques Pascal**, connu pour son antisionisme et ses critiques de la politique américaine de renseignement, devrait être prochainement remplacé.

Un document confidentiel très révélateur de l'état sanitaire des immigrés clandestins dans le centre de réfugiés de Sangatte : les pompiers doivent porter combinaison et gants en latex pour toute intervention. Il semble que la gale évoquée dans le texte ne soit en réalité qu'un leurre, la plupart des maladies et germes dont les clandestins sont porteurs étant beaucoup plus dangereux.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU PAS DE CALAIS

GROUPEMENT III

Le Portel, le 5 avril 2002

Le Chef du Groupement III

à

M. les Chefs de Centres d'Incendie et de Secours de
- ARDRES
- AUDRUICQ
- CALAIS
- MARQUISE
- TUNNEL

Affaire suivie par :

Référence : 02-0226RH/FG

Courrier arrivé le

N°

NOTE DE SERVICE

Le port de la tenue de protection à usage unique est obligatoire pour toute intervention de secours à personnes au Centre de Réfugiés de SANGATTE.

Je vous rappelle que cette tenue se compose d'une combinaison papier blanche et de gants Latex ou Vinyl.

Tout transport de victimes avec suspicion de maladie cutanée ou présentant une hygiène défectueuse sera systématiquement suivi d'un nettoyage complet du VSAB.

Cette mesure est destinée à vous protéger contre une éventuelle contamination cutanée (gale notamment).

Toute difficulté rencontrée dans l'application de cette note sera à me signaler.

Le Chef du Groupement III

P.O.

Colonel Régis HORNOY

► Pour mieux soigner sa publicité à l'occasion de son déplacement au Pakistan, à la suite de l'attentat ayant visé des employés de la DCN, le ministre de la Défense **Michèle Alliot-Marie** a fait refouler le député-maire de Cherbourg, **Bernard Cazeneuve**, pourtant officiellement convié, au profit d'un reporter de *Paris Match*.

POLITIQUE

▶ Jusqu'alors ambassadeur en Chine, **Pierre Morel**, qui vient d'être nommé ambassadeur de France près le Saint-Siège, est l'un des (rares) énarques réellement cultivés : il a notamment traduit plusieurs ouvrages d'**Ernst Jünger**, qu'il avait fait connaître à **François Mitterrand** lorsqu'il était conseiller diplomatique du président de la République.

▶ En cavale depuis plus de deux ans, l'assassin du préfet **Claude Erignac** est-il réellement recherché par la police ou est-il l'objet de tractations entre le FLNC et le pouvoir? C'est ce que l'on peut se demander à la lecture d'un article du *Nouvel observateur* (23 mai) consacré au nationalisme corse : « Il n'est donc pas impossible qu'avant les législatives, **Yvan Colonna** soit débusqué dans sa retraite, qui n'est un secret pour personne. **Sarkozy** y gagnerait une réputation d'homme à poigne et **Talamoni** un martyr à défendre et à exploiter. »

▶ Gauche caviar : le changement ministériel est l'occasion d'une incroyable série de promotions, en général « au tour extérieur » (c'est-à-dire à la discrétion du ministre concerné), destinées à assurer le futur des anciens membres des cabinets ministériels. En voici quelques-unes : conseiller technique d'**Elisabeth Guigou**, **Philippe Blanchard** devient directeur de la DASS de Seine-Saint-Denis; **Jean-Paul Bonnetain**, chargé des « affaires corses » au cabinet de **Daniel Vaillant**, devient secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, tandis que son collègue **Christophe Bay** devient directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris; conseiller pour les affaires intérieures de **Lionel Jospin**, **Alain Christnacht** devient conseiller d'Etat.

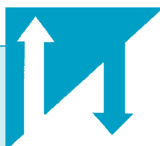
▶ **Gilles Ricono**, directeur du cabinet de **Jean-Claude Gayssot**, devient président de section du Conseil général des Ponts et chaussées; **André Ladousse**, conseiller de **Catherine Tasca**, est promu inspecteur général de l'administration des Affaires culturelles; **Alain Arnaud**, conseiller technique au même cabinet, va devenir directeur de la Cité de la musique; conseiller technique de **Daniel Vaillant**, **Serge Morvan** devient secrétaire général des affaires régionales auprès du préfet d'Alsace. **Rouchdy Kbaier**, directeur adjoint du cabinet d'**Yves Cochet**, devient directeur du Parc national des Pyrénées occidentales, tandis que **Frédérique Toussaint**, chef de cabinet, est propulsée secrétaire générale à la direction générale de l'administration du ministère de l'Environnement; **Nacer Meddah**, collaborateur d'**Elisabeth Guigou**, devient conseiller référendaire au tour extérieur; **Patrick Amar**, chargé du secteur aérien auprès de **Jean-Claude Gayssot**, devient directeur adjoint à la direction générale commerciale d'Air France; **Claude Roiron**, conseillère technique de **Jack Lang**, devient inspecteur de l'Académie de Paris; conseiller technique de **Lionel Jospin**, **Serge Contat** devient directeur générale de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat; **Claude Lavigne**, conseiller technique de **Bernard Kouchner**, est propulsé inspecteur à l'Inspection générale des Affaires sociales; **Gérard Ruiz**, collaborateur de **Michèle Demessine**, est promu inspecteur général du Tourisme, etc.

▶ Il y a encore mieux : simplement licenciée ès lettres et titulaire d'une maîtrise d'italien, **Nicole Baldet**, chef du secrétariat particulier de **Lionel Jospin**, devint inspecteur de l'Académie de Paris. Simple titulaire d'une maîtrise de géographie, **François Signoles**, directeur de cabinet de la communiste **Marie-George Buffet**, devient directeur de l'Institut national du sport et de l'éducation physique. Simple licenciée en anglais, **Michèle Frick-Bernard**, chef adjoint du cabinet d'**Hubert Védrine**, devient consul général à Tanger. Ingénieur du son, **Michel Orier**, conseiller technique de **Catherine Tasca**, devient directeur de la Maison de la Culture de Grenoble. Ancien élève du CNAM et non énarque, **Jean-Yves Raude**, conseiller technique de **Laurent Fabius** devient trésorier-payeur général de l'Orne.

▶ Le « pompon » paraît toutefois tenu par **Christophe Borgel**, jusqu'alors conseiller technique au cabinet de **Jack Lang**. Simple licencié en biologie, ce « formateur en politique de la ville », qui fut surtout président de l'Unef-ID de 1988 à 1991 et l'un des principaux animateurs des manifestations étudiantes contre **Alain Devaquet**, est propulsé inspecteur de l'Académie de Paris.

▶ Ancien président de la Fédération protestante de France et ancien président de la Conférence mondiale des religions pour la paix, le pasteur **Jacques Stewart** devient président de la Cimade, l'une des associations les plus activistes en matière de soutien aux immigrés, notamment clandestins.

EN HAUSSE



EN BAISSE

● **Ralph Nader**. L'ancien candidat écologiste à la présidence des Etats-Unis, en visite en France à la mi-mai, a appelé les Français à boycotter les « fast-food » : « Le remplacement de votre cuisine traditionnelle par des nourritures standardisées de firmes multinationales à haute teneur en graisses et sucres est plus qu'un afffront à vos cultures, c'est une arme des destructions massive […] Je n'étais pas venu à Paris depuis vingt ans mais, depuis l'aéroport, j'ai eu amplement le temps de regarder les boutiques et j'ai perdu le compte des McDonald's. Selon le ministère de la Santé, dans dix ans, les régimes à haute teneur en graisse tueront plus d'Américains que le tabac. La stratégie des fast food est de construire le goût des gens en opposition à leur entendement, et de commencer très tôt, dès l'âge de 2-3 ans. »

● **Dominique Knockaert, dite Mino**. Le Monde (23 mai) publie un article-entretien d'une pleine page avec cette tétraplégique de 44 ans qui veut mourir et espère le vote d'une loi en faveur de l'euthanasie. Parmi les multiples perles qui parsèment un texte délirant,; on lit : « Mino a écrit personnellement à chaque candidat pour connaître sa position sur la dépénalisation du suicide assisté. “Sauf, bien tendu, à Le Pen et Mégret, qui ne mériteraient même pas l'euthanasie. Car précisément, l'euthanasie n'est pas pour les nazis !”» La journaliste, Lorraine Rossignol, ajoute son commentaire : « Marque suprême de respect et d'écoute de la volonté d'autrui, “la mort volontaire” se situe à l'exact opposé des pratiques odieuses du IIIe Reich, auxquels, dans certains esprits, elle reste encore assimilée. »

LOBBIES

► Ayant fait l'objet de très fortes pressions du Crédit agricole pour qu'il ne paraisse pas (il est finalement sorti aux Editions Carnot), *Le Crédit agricole hors la loi?* de **Jean-Loup Izambert**, déjà auteur d'un intéressant ouvrage sur *Le Krach des 40 banques* en 1998, comporte de très nombreuses révélations et des documents confidentiels, parmi lesquels nous avons relevé celui-ci relatif aux « liens d'amitié » entre membres d'un même « Club Service ». On pourrait croire qu'il s'agit d'une obédience maçonnique, mais, en l'occurrence, c'est du Lions Club qu'il est question. On appréciera la conclusion qui donne une idée de la puissance de telles organisations dans une ville qui n'est pas un bourg mais la préfecture de l'Eure : « Je crains fort que vous ne trouviez un seul huissier sur la place d'Evreux qui accepte de prendre cette affaire. »

Jean-Pierre TYRAN et Joel DOUVILLE
Huissiers de Justice associés
19, rue Saint-Sauveur
B.P. 835 - 27008 EVREUX CEDEX

Tél. 32.33.02.30 - 32.33.08.14
C.C.P. ROUEN 3094.98 P

M. et Mme FERQUIN René

V/Réf. :
N/Réf. : JD/PM
AFFAIRE : DOSSIERS DIVERS

EVREUX, le 23 Juin 1992

Madame, Monsieur,

Je suis au regret de vous informer qu'il me sera impossible d'exécuter à l'encontre de Maître LEVASSEUR car, comme je vous l'ai indiqué verbalement lors de notre rencontre, nous sommes tous deux membres du même Club Service.

Vous comprendrez qu'il nous est impossible en raison de ces liens d'amitié d'engager quoi que ce soit à son encontre.

D'autre part, et comme Maître LEVESQUE, Maître LEVASSEUR est également notre Notaire rédacteur.

Je crains fort que vous ne trouviez un seul Huissier sur la place d'EVREUX qui accepte de prendre cette affaire puisque Maître LEVASSEUR travaille avec toutes les études ébroïciennes.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes salutations dsitinguées.

► Plusieurs membres du gouvernement sont régulièrement cités (notamment dans *Les Frères invisibles* de **Ghislaine Ottenheimer** et **Renaud Lecadre**) comme francs-maçons. Ne disposant pas de documents internes, nous donnons donc ces noms au conditionnel : le ministre des Libertés locales **Patrick Devedjian** (Grande Loge nationale française), le ministre des Affaires européennes **Renaud Donnedieu de Vabres**, le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie **Francis Mer**, le ministre de la Justice **Dominique Perben** (Grande Loge nationale française), la secrétaire d'Etat à la Lutte contre la précarité et l'exclusion **Dominique Versini**.

► Une rumeur, toujours au conditionnel, court également sur les attaches maçonniques (Grande Loge nationale française) du Premier ministre **Jean-Pierre Raffarin**.

► Décédé le 26 mai, le parcours et les amitiés de **Michel Jobert**, qui fut le principal collaborateur de **Georges Pompidou** pendant dix ans, notamment comme secrétaire général de la présidence de la République, avant d'être ministre du Commerce extérieur dans le premier gouvernement de **Pierre Mauroy**, sont incompréhensibles si on ignore qu'il était un membre influent de la loge La Lumière du Grand Orient de France, où l'on retrouve notamment l'ex-sénateur **Henri Caillavet**.

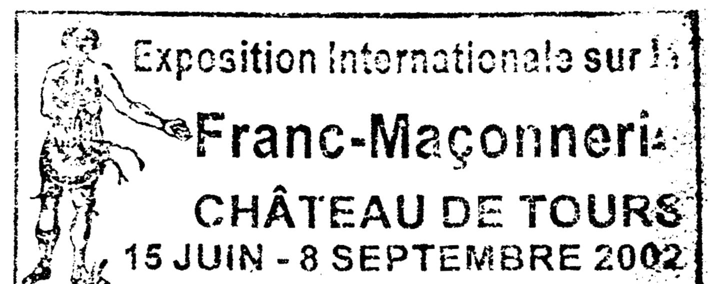
► Ancien Grand Maître du Grand Orient de France, **Patrick Kessel**, directeur du Centre de l'information sur la formation permanente-Centre Info, ancien rédacteur en chef adjoint du *Matin de Paris*, vient d'être nommé officier dans l'Ordre national du mérite sur décision de la secrétaire d'Etat socialiste **Nicole Péry**.

► La première chambre de la Cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 21 mai (n° 2002/01464), a cassé le jugement du TGI de Paris du 19 décembre interdisant à la Grande Loge nationale française d'utiliser les rituels du rite écossais rectifié qui avaient été édités par le Grand Prieuré des Gaules-Ordres unis. Il s'agit donc d'un échec pour cette organisation maçonnique qui aurait par ailleurs engagé des pourparlers de rapprochement avec la Grande Loge de France.

► Infiltration : Spécialiste du Moyen Age, **Henri Rochais** vient de publier, chez Dervy, *Vie maçonnique, vie spirituelle*, son itinéraire maçonnique au sein de la Grande Loge de France. Il est surtout l'ancien directeur de la Bibliothèque de l'Institut catholique de Paris.

► Jugeant trop modéré le soutien apporté par la Licra, présidée par le RPR **Patrick Gaubert**, à la politique israélienne d'**Ariel Sharon**, son vice-président **Marc Knobel**, par ailleurs permanent du Centre Simon Wiesenthal (ADL) et président de l'association J'accuse !, vient de démissionner de l'organisation antiraciste.

► Flamme actuellement apposée sur les courriers expédiés depuis les bureaux de poste de Tours.



► Directeur de *Courrier International*, **Alexandre Adler** planchera, le 12 juin, devant la loge Villard de Honnecourt (Grande Loge nationale française) sur le thème *Les Trois religions monothéistes après le 11 septembre 2001*.

PORTRAITS

(Suite de la page 2)

sera secrétaire national de 1993 à 1995) avant d'adhérer au Parti républicain en 1976. Battu aux cantonales de Marseille-Nord en 1982, il devient conseiller général PR du 7e canton en 1985 (jusqu'en 1998) et présidera le groupe UDF à la mairie de Marseille de 1983 à 1989 et en est depuis lors maire-adjoint (il passe d'ailleurs pour un potentiel héritier de Jean-Claude Gaudin). En 1986, il figurera en dernière place sur la liste régionale UDF conduite par **Jean-Claude Gaudin**. Animateur du groupe Euthymènes qui prépara le *Programme pour Marseille* de l'UDF en mars 1989, il devient suppléant de Jean-Claude Gaudin, nouveau sénateur des Bouches-du-Rhône en septembre 1989. Il lui succède comme député de la 2e circonscription, le 3 décembre 1989, à l'occasion de la partielle entraînée par l'élection du précédent au Sénat, en battant de justesse la FN **Marie-Claude Roussel**, et a été systématiquement été réélu depuis lors. En 1993, il espérait devenir ministre de la Santé, mais le poste reviendra à **Philippe Douste-Blazy**. Il participe régulièrement aux Douze heures pour Israël à Marseille (notamment le 17 novembre 1996) et a figuré dans le voyage des parlementaires de la région PACA, coorganisé par le CRIF, à Auschwitz en novembre 1997. Très nettement opposé au Front national, même s'il est avare en déclarations en raison de la présence du fort vote national dans sa circonscription, il a notamment participé au colloque *La République menacée : les dangers de l'extrême droite*, organisé à Marseille le 1er décembre 1996. Il est également vice-président de Marseille-Espérance, association vouée au « dialogue interreligieux » dans cette ville cosmopolite. Secrétaire national de l'UDF en charge des problèmes se société (1996-1998), il appartient au bureau politique de Démocratie libérale depuis 1998, et deviendra, à cette date, conseiller chargé des questions de société auprès d'**Alain Madelin**. Animateur au sein de DL du Cercle libéral et réformateur, il présidera à partir d'octobre 2000, succédant au corse **José Rossi**, le groupe Démocratie libérale et indépendante à l'Assemblée nationale, mais, soutiendra, non Madelin, mais **Jacques Chirac** au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, appartenant d'ailleurs à son comité d'orientation de campagne. A la faveur du développement de la bioéthique et la médecine de demain, ce membre de l'Académie nationale de médecine (depuis 2000) en devient le passage obligé au Palais-Bourbon, en faisant pratiquement son domaine réservé (il sera le rapporteur du premier projet de loi sur la bioéthique en 1993, qui consacrait en fait l'instrumentalisation de l'embryon, objet du désir parental, et prévoyant même la destruction des embryons de plus de cinq ans déclarés « sans projets parentaux ») et sortant nombre d'ouvrages à répétition sur ces questions de société (IVG, OGM, procréation médicalement assistée, organes humains, insémination artificielle, euthanasie, bébés-éprouvettes, eugénisme, etc.). Ce, d'autant que ce participant aux colloques de l'organisation malthusienne Equilibre et Population a siégé, de 1993 à 1997, au Comité consultatif national d'éthique. En 1996, il fera adopter une proposition de loi sur l'adoption et une autre, en 2000, sur l'adoption internationale (toutes deux adoptées, grâce aux voix de la gauche) ainsi qu'une autre loi contre « l'arrêt Peruche » (également votée grâce à la gauche). La même année, il sera rapporteur d'une mission d'information sur l'ESB, son premier rapport de 1997 pointant déjà les lacunes des contrôles des farines animales par les services vétérinaires. En 2000, il lancera une pétition *SOS-génome humain* sur Internet pour renégocier une directive européenne, de 1998, sur le brevetage des gènes humains et s'est toujours opposé au clonage humain reproductif qu'il considère comme un « crime contre l'humanité », mais a approuvé ses autres formes comme le clonage thérapeutique (par exemple, *La Vie*, 9 décembre 1999), estimant qu'il ne s'agit pas alors d'un embryon puisqu'il n'y a pas eu fécondation sexuée. Il a également affirmé à plusieurs reprises (cf *Le Monde*, 9 mai 2002) qu'il aurait voté la loi Veil sur l'avortement s'il avait été alors élu, et pratique l'avortement dans son service hospitalier (« Quant à l'IVG, je ne saurais m'y opposer, car j'ai vu mourir trop de femmes de septicémie provoquée par des avortements clandestins. Sans parler des discriminations par l'argent pour celles qui n'avaient pas les moyens d'avorter dans de bonnes conditions », *L'Express*, 28 novembre 1996). Egalement empreint de contradictions, il a refusé l'élargissement du dépistage de la trisomie 21 (qui fut l'objet de sa thèse de doctorat) avant de réviser sa position et d'être le rapporteur de la loi prévoyant son remboursement. Lors du débat sur le PACS, c'est lui qui défendra la motion d'irrecevabilité de l'opposition, qui sera adoptée à la faveur de l'absence de nombreux députés de gauche, le 9 octobre 1998. Dès son arrivée au ministère, ce médecin accède aux desiderata de ses confrères, leur accordant une augmentation de la consultation à 20 euros. Orateur du colloque organisé à Marseille, en mars 1995, pour le cinquantenaire de la fondation de la Grande Loge féminine de France, il a notamment signé (pour une critique catholique de ces ouvrages, consulter la revue *Trans-Vie Mag*) *Pour en finir avec la politique mensonge* (1992), *La Vie en question : pour une éthique biomédicale* (1993), *L'Enfant oublié ou les folies génétiques* (1994), *Enfants d'ici, enfants d'ailleurs. L'adoption sans frontière* (1996), *La Médecine et la politique* (1996), *Les Droits de la vie* (1996), *Le Chemin de l'adoption* (1997), *De la médecine à la santé* (1997, avec **Jean-Michel Chabot** et le Pr **Jean-Claude Etienne**), *Le Passeur d'univers* (2000), *Sonate pour un clone* (2000), *Santé sociale : ces absurdités qui nous entourent* (2002).

Luc Ferry. Ministre de l'Education nationale, de la Recherche et de la Jeunesse. Né le 3 janvier 1951 à Colombes (Hauts-de-Seine), il est le fils de **Pierre Ferry**, un industriel passionné de voitures de course, et de **Monique Faucher**. Tant son père que sa mère, rigoureux, mélomanes et cultivés, exerceront une profonde influence sur lui : à une époque, il quittera même l'école pour suivre ses cours par correspondance et décrochera le baccalauréat en candidat libre. Il ne passera pas par le cursus classique par la suite, n'essayant d'entrer ni en Khâgne ni à Normale Sup. Sur les quatre fils Ferry, trois sont devenus philosophes (le quatrième est luthier), mais seul **Luc Ferry** est connu du grand public. Il a été longuement marié à **Dominique Meunier**, administrateur de l'Assemblée nationale, dont il a eu une fille, **Gabrielle Ferry**, puis, par la suite notamment avec « une jolie pianiste qu'il vouvoyait » (*Libération*, 3 mars 1997). Mais, en mai 1999, ce philosophe élégant et vibrionnant s'est remarié religieusement (ce qui est assez étrange puisque *Libération*, déjà cité, indique « plusieurs mariages »), avec un consentement reçu par Mgr **Pierre Box**, (exarque de l'Archevêché de Paris) avec une très jeune fille, **Marie-Caroline Becq de Fouquières** (avec qui il aura deux filles, Louise lequel indique qu'il s'agit d'une famille bourgeoise vivant noblement au XVIIIe siècle, mais sans véritables quartiers de noblesse). Parmi les invités, pour donner une idée de son entregent, figuraient **Carla Bruni**, **Roberto Rossellini**, le fils d'**Ingrid Bergman**, **Jean-Jacques Servan-Schreiber** (qui n'est autre que l'oncle de la mariée), **Raphaël Enthoven** et son épouse (elle est la fille de **Bernard-Henri Lévy** et a épousé le fils du meilleur ami de son père), l'éditeur **Bernard Fixot** et son épouse, **Valérie-Anne Giscard d'Estaing**, l'actrice **Marie-France Pisier**, le prince **Constantion Mourousy**, etc. Agrégé de philosophie et de sciences politiques, ainsi que docteur ès sciences politiques, cet élève de **Jacques Rivelaygues** et d'**Alexis Philonenko**, qui a étudié à la Sorbonne et à Heidelberg (Allemagne), a conduit de pair une carrière d'enseignant en philosophie et d'essayiste, sinon exigeant, du moins médiatique, sa démarche rappelant par nombre de côtés celle de son homologue Bernard-Henri Lévy, dont il est un proche ami. Professeur à l'école normale d'Arras et chargé de cours à l'université de Reims (1977-1979), il a également été professeur à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm de 1977 à 1982. Chargé de cours aux universités de Paris-Panthéon Sorbonne et Paris X-Nanterre de 1980 à 1982, il est devenu professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Lyon II-Lumière et chargé de cours à Paris I en 1982, conservant ces fonctions jusqu'en 1988. Professeur de philosophie à l'université de Caen et à Paris I à partir de 1989, il est entré au Conseil national des programmes au ministère de l'Education nationale le 11 janvier 1994, sur proposition du ministre d'alors, **François Bayrou** (un ami avec lequel il joue régulièrement au tennis et avec lequel il est déjà parti en vacances dans les Pyrénées, ce qui explique qu'il a repris nombre des membres du cabinet de ce

PORTRAITS

ministre pour constituer aujourd'hui son cabinet) dont il a pris aussitôt la présidence (il se fait alors un ennemi mortel du philosophe **Michel Serres** qui guignait le poste). François Bayrou est en outre le parrain d'une des filles. C'est donc lui qui depuis huit ans s'occupe d'orienter et de fixer les programmes d'enseignement. « L'état de l'école n'est pas très bon. A leur entrée en sixième, 10 % des enfants ne savent pas déchiffrer un texte. Il faut y ajouter 35 % qui éprouvent de telles difficultés de déchiffrage qu'ils se trouvent exclus de facto de la culture de l'écrit. 67 % des élèves ne maîtrisent pas la multiplication. Par rapport au début du siècle, la baisse du niveau est avérée. Un candidat au certificat d'études des années 20 faisait en moyenne cinq fautes d'orthographe à la dictée de l'examen ; aujourd'hui, les enfants du même âge (une quinzaine d'années) en font quinze » (*L'Histoire*, septembre 1996). En 1997, il sera même nommé, en plus, par **Jacques Chirac**, à la Commission de réforme de la justice présidée par **Pierre Truche**. Signe de ses amitiés, ce penseur désormais à la mode conservera son poste à la direction des programmes aussi bien sous la droite que sous la gauche (y compris avec le rugueux **Claude Allègre**), **Jack Lang**, lors de la passation de pouvoir, lui rendant un vibrant hommage (il faut dire qu'il lui avait rendu hommage dans *Le Figaro*, en décembre 2000, soulignant que « pour la première fois depuis bien longtemps, un ministre a pris le temps de réfléchir en profondeur aux questions de méthode »). « Il dîne avec tous les ministres et affiche son centrisme, « de gauche ou droite peu importe » : son centrisme de gravité (*Libération*, 3 mars 1997). » Et *Le Nouvel observateur*, qui l'apprécie pourtant, d'écrire (16 mai 2002) : « Ce svelte quinquagénaire incarne la cohabitation à lui tout seul. Il est du centre aéré (…) De la rive socialiste à la rive chiraquienne, le Ferry assure en douceur, sur des eaux pourtant agitées, l'acheminement des idées consensuelles (…) Toujours prompt à dénoncer les errements idéologiques, l'irresponsabilité et le sabir des clercs (…) Ferry voit des anti-humanistes partout. C'est un vigilant en cravate. » Antifasciste conséquent, il s'est prononcé officiellement dès avril 1992 contre tout retour à la proportionnelle pour empêcher 20 % des électeurs français de disposer de députés nationalistes à l'Assemblée nationale (pétition du *Nouvel observateur*, 10 avril 1992). Il a également soutenu l'intervention américaine contre l'Irak en 1990. Il a pris la défense de **Laurent Fabius** dans l'affaire du sang contaminé avec un *Plaidoyer pour Laurent Fabius* (*Le Point*, 6 février 1999), où il écrit sans rire : « En 1985, il n'y a en France que 8 cas connus de sida post-transfusionnel connus contre 140 000 morts dues au cancer. » Comme si l'un excusait l'autre. Par ailleurs, « le philosophe du président » (titré de *Libération* du 3 mars 1997) joue un grand rôle dans le milieu intellectuel et philosophique français par ses multiples fonctions, où il est susceptible d'orienter des carrières, soutenir telle initiative, distribuer des prébendes, etc. Il est en effet fondateur de l'Institut Raymond Aron à l'Ecole pratique des hautes études (grâce à l'appui de **François Furet**), secrétaire général (à 23 ans) du Collège de philosophie, fondé au milieu des années 70 avec **Alain Renaut**, ainsi que chroniqueur à L'*Evénement du jeudi* (épisode désormais biffé de sa biographie officielle), puis responsable de la section « idées » et conseiller auprès de la rédaction de l'hebdomadaire l'*Express*, et depuis 1995 chroniqueur au *Point* et à *Challenge* (groupe Perdriel), titulaire d'émission sur *France 3* et *La Cinquième*, directeur de la collection « Le Collège de philosophie » aux éditions Grasset et membre de la Fondation Saint-Simon, ce fameux cénacle de la « pensée unique » où fut préparée la grande réconciliation entre la deuxième gauche (libérale en économie et socialement de gauche) chère à **Michel Rocard** et la droite molle d'un **Raymond Barre**, et dont les trois têtes pensantes réelles furent **Pierre Rosanvallon**, ancien secrétaire confédéral CFDT, le philosophe **Marcel Gauchet** et l'historien **François Furet**. Archétype de ce puissant cénacle : **Alain Minc**, inspecteur des Finances et personnalité plus qu'influente au sein des instances directionnelles du *Monde*. Dans ce cénacle, l'ancien industriel **Roger Fauroux** jouait un rôle majeur, notamment comme financier, ce qui explique que Luc Ferry fut l'un des « inspirateurs » (*Le Monde*, 13 avril 1996) du rapport de ce dernier sur les contenus de l'enseignement, où était préconisé une « rupture des disciplines de l'école à l'université », avec la transmission d'une « culture commune minimale » ou un « socle commun » que certains assimileront à un « kit de survie ». Bref, un simple retour à ce qui était enseigné depuis toujours et fut détruit après 68. Ce penseur mondain, dont le physique rappelle celui de **Samy Frey**, est également membre du Siècle, où l'on retrouve la plupart des personnalités d'influence en France. Pouvant être défini comme un « néo-kantien », il appartient à cette génération de philosophes qui est montée à l'assaut des penseurs de la différence, leur reprochant les conséquences éthiques et politiques de leurs prises de position. Cela n'a l'air de rien, mais situe assez bien les enjeux de pouvoir à l'intérieur du milieu philosophique français. Le Collège de philosophie, qui a revisité le rationalisme critique, a été à l'origine de la plupart des traductions françaises de l'« Ecole de Francfort », mouvement dont l'influence a été majeure tout au long du XXe siècle tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Ils publieront aussi Fichte et Kant (notamment l'édition de la Pléïade). Comme l'indique le *Dictionnaire des intellectuels français* de **Jacques Julliard** et **Michel Winock** (1996), « en rupture tant avec la philosophie universitaire classique qu'avec les penseurs radicaux de l'après-68, auxquels ils reprochent leurs errements idéologiques, ils demandent à cette tradition critique, outre la réévaluation de la raison, de jeter les bases d'une philosophie politique fondée sur le droit. Formés par la critique aronienne du totalitarisme, il leur semble en effet que le droit seul peut pacifier les rapports entre les hommes et limiter les utopies sanglantes. Cette orientation polémique de leur pensée trouvera son apogée dans La Pensée 68, qui s'en prend vivement à Derrida, Foucault ou Bourdieu pour prôner au contraire un retour à l'humanisme. » Bref, Luc Ferry est un philosophe parfait pour le libéralisme mondialiste, aussi bien économique qu'intellectuel. Comme l'indique la biographie de *France 3*, « ses réflexions sur le nouvel humanisme sont devenues une référence au sein d'une droite qui a planché pendant deux ans pour dégager des idées nouvelles en vue de l'élection présidentielle ». Dans l'ouvrage collectif Notre combat pour l'alternance (Plon, 2002), cosigné avec **Michel Barnier**, **Jacques Barrot** et **Dominique Perben**, **Jean-Pierre Raffarin** assure devoir « beaucoup » à quelques « philosophes », dont Luc Ferry. Cet « humanisme », qui fleure bon les loges, c'est ce qui le conduira d'ailleurs à la Fondation Saint-Simon ou au Siècle, où l'on n'entre que par cooptation. N'ayant jamais milité à l'extrême gauche ou même à gauche, même s'il y a ses amitiés, il a ainsi pu, a contrario, dénoncer les écologistes qu'il assimile peu ou prou à des fondamentalistes, voire aux nationaux-socialistes ou prétendre démontrer que les positions nationales-socialiste de Heidegger n'étaient nullement un « accident de parcours » mais s'inscrivait parfaitement dans sa dénonciation métaphysique de la technique et de la modernité. Il signera notamment *Philosophie politique* (1984 et 1985, avec Alain Renaut), *La pensée 68, essai sur l'antihumanisme contemporain* (avec Alain Renaut, 1985), *Système et critique* (idem, 1985), *Heidegger et les modernes* (idem, 1988), *Homo aestheticus, l'intervention du goût à l'âge démocratique* (1990), *Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens ?* (en collaboration, 1991), *Le Nouvel ordre écologique, L'Arbre, l'animal et l'homme* (1992, ouvrage dans lequel il dénonce l'écologie comme proche de l'extrême droite par volonté d'un retour aux racines), *L'Homme-Dieu ou le sens de la vie* (1996, prix des Droits de l'homme 1996), *La Sagesse des modernes* (avec **André Comte-Sponville**, 1998), *Le Sens du beau* (1998), *Philosopher à dix-huit ans* (en collaboration, 1999), *Qu'est ce que l'homme ?* (en collaboration, 2000). *Cet adepte des Lumières* (cf notamment *L'Humanisme spiritualiste de Luc Ferry*, *Esprit*, décembre 1996) est intervenu devant la loge de perfectionnement de la Grande Loge nationale française, la loge Villard de Honnecourt, le 13 mai 1997, lors d'un colloque sur l'éthique et la spiritualité. On le retrouve également au colloque de la Grande loge de France, le 6 décembre 1997, consacré à L'Education, enjeu pour le XXIe siècle, en tenue blanche fermée, le 25 mars 1997, de la loge La Rose du Parfait Silence du Grand Orient de France, pour y parler de L'Homme-Dieu ou le Sens de la Vie, etc.

(*la suite au prochain n°*)

ETRANGER



Influence

« L'American Israel Public Affairs Committee est le nom officiel du très puissant lobby juif dont les bureaux à Washington sont situés sur la Première rue, à proximité du Capitole. L'action pratiquée par l'AIPAC est sans complexe et peut se résumer à deux chiffres : 20 millions de dollars et 200 salariés rémunérés à plein temps. Ces permanents sont chargés de travailler constamment avec les parlementaires américains pour obtenir des décisions favorables à l'Etat hébreu. "Pourquoi ces parlementaires qui sont pour la plupart non-juifs soutiennent-ils Israël ? Ce n'est qu'une question d'organisation" rétorque **Howard Kohr** […] "Nous les aidons à se faire élire. Nous les invitons dans les synagogues. Mais donnant-donnant. Nous connaissons les dossiers. Nous connaissons parfaitement leurs positions. Nous savons ce qu'ils votent. Je suis persuadé qu'un tel système peut être adapté en France !" » (simple extrait d'*Actualité juive*, 23 mai 2002).

Alliance USA-Islam

Parmi les multiples documents déclassifiés figurant dans le rapport de la commission d'enquête hollandaise sur les « massacres de Srebrenica », qui a été rendu public à la mi-avril, figurent de multiples preuves de l'alliance entre Etats-Unis et fondamentalistes et du financement des groupes islamiques radicaux bosniaques par le Pentagone. Le Pr **Cees Wiebes** de l'université d'Amsterdam qui a eu un libre accès à de très nombreux documents des services secrets tant hollandais qu'étrangers a reconstitué le circuit dans un livre stupéfiant, *Le Renseignement et la guerre en Bosnie, 1992-1995*. Dans les années 80, les services secrets US soutiennent les groupes islamistes en Afghanistan contre les Russes et Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran. Retournement d'alliance en 1990 avec la Guerre du Golfe, mais là encore la CIA, mais plus encore le service secret interne au Pentagone, accumule les dettes vis-à-vis de ses mercenaires. En 1993, ces groupes, financés par l'Iran et l'Arabie séoudite essentiellement, décident d'aider les Bosniaques et demandent le soutien des Etats-Unis, avec une opération secrète, en violation avec l'embargo et les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, de fourniture d'armes du même type que celle « Iran-Contra ». L'appui du directeur de la CIA **James Woolsey** est total. Des sociétés-écrans de transport fournissent en masse, via la Croatie (qui prend une taxe de 20 à 50 % sur le prix des armes), des armes achetées avec des fonds séoudien en Iran et en Turquie. Les premières livraisons se feront par des avions iraniens puis avec un C-130 américain. Un encadrement militaire de Moujahidines est également fourni, mais les combattants iraniens se révolteront lorsque la CIA intimera aux Bosniaques musulmans de s'en débarrasser car trop voyants. Du coup, l'Iran tentera notamment d'exécuter le chef de station de la CIA à Sarajevo. La plupart des armes sont stockées dans la zone démilitarisée de Srebrenica, théoriquement sous contrôle de l'UNPROFOR. Les officiers de ce corps, lorsqu'ils rédigent des rapports signalant des transports d'armes, des allées et venues suspectes de camion ou d'avions, sont priés de rectifier leurs écrits. Tout est prêt pour que la tension monte et que les massacres se multiplient, d'autant que les services secrets d'Ukraine, de Grèce et d'Israël arment désormais les Bosniaques serbes. Le Mossad fournira notamment l'essentielle de l'artillerie (notamment les mortiers) et des munitions aux Serbes de Pale, en échange de sauf-conduits pour la communauté israélite de Sarajevo qui pourra quitte la ville assiégée sans encombres.

11 septembre

Après un dossier en trois parties sur les aberrations et impossibilités techniques dans les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, il se fait enfin jour, ce que nous écrivions il y a déjà six mois, que les président **George W. Bush** était parfaitement au courant (ce qu'il avait nié jusqu'alors) des menaces des islamistes (très certainement manipulés par ailleurs). Nous reviendrons donc à nouveau sur cette affaire dans un prochain dossier.

A la suite de la découverte d'un gigantesque trafic de blanchiment de fonds entre la France et Israël, par l'intermédiaire d'écoles juives orthodoxes et de rabbins (qui a notamment entraîné la mise en examen du PDG de la Société générale **Daniel Bouton**), le PDG de la Banque Leumi, le deuxième établissement financier d'Israël, **Gila Maor**, vient de démissionner très discrètement de son poste de président de la filiale française de la banque hébraïque.

Dans un article d'une revue influente bien qu'à petit tirage, *La Revue de droit public*, **Valéry Giscard d'Estaing**, qui vient de prendre la présidence de la Convention sur l'avenir de l'Europe, se prononce pour le primat de la Charte européenne des droits fondamentaux, adopté l'année dernière et sans aucune valeur juridique actuellement, et sa substitution au préambule de la Constitution de 1958 (et des constitutions de la plupart des pays de l'Union européenne).

► Le 22 mai, sur plainte du conseiller national (en France, député) du Parti des Verts **Patrice Mugny**, cinq juges du tribunal de Châtel-Saint-Denis (canton de Fribourg) ont condamné pour leurs « écrits révisionnistes » **René-Louis Berclaz** à huit mois de prison ferme, **Philippe Brennenstuhl** à trois mois de prison ferme et **Gaston-Armand Amaudruz** à la même peine. Amaudruz, âgé de 82 ans, avait déjà été récemment condamné à la même peine pour un autre écrit du même type.

► Du 30 juin au 2 juillet se déroulera dans le très chic *Palmer House Hilton Hotel* de Chicago la première rencontre internationale de « descendants de victimes de l'Holocauste », c'est-à-dire d'enfants et petits-enfants de déportés juifs.

► L'appel de **David Irving** ayant été rejeté par la Haute Cour le 21 mai, la splendide maison londonienne de l'historien internationalement connu pour ses écrits sur la Seconde Guerre mondiale et les personnalités du régime national-socialiste va être saisie pour être vendue afin de régler les frais du procès qu'il a perdu face à **Déborah Lipstadt** qui l'avait accusé d'être un nazi et un révisionniste.

► A la demande de la France qui veut éliminer « l'effet sanctuaire en Europe », sous couvert de lutte contre les violences racistes et religieuses, le Conseil des ministres de la Justice et de l'Intérieur de l'Union européenne va très prochainement renforcer tant la coopération entre les différentes polices européennes en ce domaine que la répression, puisque ce ne sont pas seulement les « violences » qui sont concernées mais « la prévention et la lutte contre la violence raciste et contre l'antisémitisme, le rejet de l'Islam ou de toute autre religion, qui prendraient prétexte des conflits et violences au Proche-Orient ». Une harmonisation européenne des peines pour ces faits est également en préparation, avec quatre niveaux de sanctions (un à trois ans, deux à cinq ans, cinq à dix ans, dix ans et plus), les Etats étant « libres » d'aller au-delà du maximum (mais en dessous !). A contrario, la législation sur le droit d'asile va être allégée à l'occasion de son harmonisation européenne.

ECONOMIE

► Aucun journal français n'a rapporté que **Jean-Marie Messier**, PDG de Vivendi Universal, actuellement en difficulté (notamment avec son principal actionnaire, la famille **Bronfman**), s'est vu remettre, le 2 mai à Los Angeles, au Centre Simon Wiesenthal (filiale en fait de la Ligue Anti-Diffamation du B'naï B'rith), présidé par le rabbin **Marvin Hier**, du Musée de la tolérance de Californie, le Prix humanitaire du Centre Simon Wiesenthal 2002. A cette occasion, lors du dîner de gala, il a annoncé son intention de financer (évidemment aux frais de Vivendi Universal) en cinq ans, un Musée européen de la Tolérance à Paris, s'inspirant de celui de Los Angeles. Ce projet, pratiquement inconnu en France, paraît avancé puisque « J6M » a révélé avoir déjà contacté **José Maria Aznar**, actuel président de l'Union européenne, **Edgar Bronfman**, président du Congrès juif mondial, et les plus importantes organisations juives d'Europe. Pour Messier, dont le discours n'a pas non plus été rapporté par la presse française, « il n'y a jamais eu auparavant un tel besoin pour un tel lieu, un en droit de réflexion, un endroit où se souvenir de l'importance du respect mutuel, alors que nous devons faire face à la montée en Europe de l'extrême droite, du racisme et de la xénophobie […] Etre juif, c'est comprendre, au plus profond de soi-même et à travers son cœur, que l'intolérance est une fausse; Totalement fausse. »

► A remarquer que **Jean-Marie Messier**, qui assurait n'avoir gagné « que » 2,45 millions d'euros en 2001, contre 4,27 millions en 2000, a dû admettre, lors de l'assemblée générale du 24 avril, sous la pression des petits actionnaires, qu'il s'était en réalité octroyé une rémunération brute de 5,123 millions d'euros, soit 20% de plus qu'en 2000. Durant la même période Vivendi Universal perdait 13 milliards d'euros et, surtout, son action s'effondrait.

► L'édition américaine de *Bal tragique chez Vivendi*, sous-titré *La Chute de la maison Messier*, sera plus complète que la version française sortie fin avril chez Denoël. Il faudra donc attendre l'édition d'outre-Atlantique, les lois américaines étant moins répressives que les lois françaises sur l'atteinte à la vie privée, pour connaître les raisons « très personnelles » qui ont conduit **Messier** à opter pour des décisions stratégiques très controversées dans son groupe et ses raisons de ménager **Edgar Bronfman**.

► **Peter Hasler**, directeur de l'Union patronale suisse, n'est pas vraiment sur la même longueur d'onde que son homologue français, **Ernest-Antoine Seillière**, le patron du Medef. Dans un entretien publié par *L'Agefi* le 22 mai, il estime que l'université implique « une pensée élitaire » et que les hautes écoles doivent « être réservées aux meilleurs ». Il faut donc faire en sorte que « moins d'étudiants » y aient accès. « Il s'agit d'éviter que des individus de 28 ou 29 ans soient encore à l'université […] Nous ne pensons pas que la Suisse doive avoir 40 à 50% d'étudiants comme au Japon ou aux Etats-Unis […] Quand un tiers des étudiants ne terminent pas leurs études, c'est du gaspillage. »

Violences

La RATP (Métro, RER, bus) publie tous les deux mois, à usage interne (il est même précisé que « ces données doivent conserver une diffusion restreinte »), un passionnant document, réalisé par l'Unité opérationnelle Sécurité des réseaux, intitulé *Données relatives à la sécurité des personnes et des biens*. Ces données internes, non sujettes à caution, confirment l'augmentation rapide de la criminalité. Le n° de février 2002, en notre possession, indique que, par rapport à janvier et février 2001, les violences contre les voyageurs ont augmenté de 10,29%, les outrages et menaces envers le personnel ont cru de 24,43%, les atteintes aux biens (dégradations diverses, jets de pierres, etc.) ont augmenté durant la même période de 7,16%, etc. Les statistiques sont suffisamment détaillées pour connaître les lignes les plus dangereuses : il s'agit, dans l'ordre de dangerosité déclinant, des lignes 272, PC2, 304, T2, 173, 268, 182, 26, PC1, 249, 297, 385, 117, 1A, 18395 et 143. Les communes où sont observées le plus grand nombre d'attaques sont, toujours dans un ordre déclinant, Paris XXe, Colombes, Sarcelles, Saint-Denis, Paris XVIIIe, Bobigny, Paris XIIIe, Le Blanc Mesnil, Paris XIIe, Paris XIXe, La Courneuve, Créteil, Paris XVIIe, Vitry-sur-Seine, Paris IVe, Asnières-sur-Seine, Sartrouville, Champigny-sur-Marne, Aulnay-sous-Bois, Meudon, Puteaux, Savigny-sur-Orge et Montreuil. Ce qui montre notamment que la capitale n'est nullement épargnée.

► Plus connu pour son matériel militaire, Thalès vient de remporter le contrat de remise à niveau du système de sécurité du Musée du Louvre : 2 000 contrôleurs d'accès, 10 000 passes électroniques, 800 caméras et plus de 15 000 points de contact pour les alarmes.

► Selon les experts du Conseil de sécurité américain, **Oussama Ben Laden** orienterait actuellement ses avoirs en direction de l'or et des pierres précieuses.

► Dans un entretien à *L'Express* (16 mai), **Gilles Jacob**, organisateur durant 38 ans du Festival de Cannes, rapporte ses rencontres avec **Michael Eisner**, le patron de Disney : « Je ne pénétrais jamais dans son bureau - immense ! - sans me dire : entre le moment où tu as ouvert la porte et celui où tu lui serres la main, ce bref instant lui coûte déjà - en temps perdu - 3000 000 $! »

► Contrôler des journaux sert à quelque chose : c'est à la demande expresse de **Jacques Chirac** qu'**Olivier Dassault**, patron de *Valeurs actuelles* et du *Spectacle du Monde*, a été imposé comme candidat de l'UMP dans son ancienne circonscription de l'Oise, tandis que son père, **Serge Dassault**, PDG de la holding du *Figaro*, l'était en Essonne.

► Le nombre de dossiers déposés par des particuliers auprès des commissions départementales de surendettement a encore augmenté en mars (les chiffres sont connus avec un décalage de deux mois), après deux mois de hausse consécutive, indiquent les statistiques mensuelles de la Banque de France. En mars, 12 956 dossiers ont été déposés, soit une hausse de 6% par rapport à février, après des hausses de 11% en janvier et 7% en février. Au vu des dossiers, la banque centrale estime à environ 400 000 le nombre de ménages surendettés actuellement.

► L'INSEE a indiqué, le 15 mai, que la production manufacturière de la France avait reculé de 1,9% sur un an.

KIOSQUE

► *Le Monde* serait en négociations pour racheter ou prendre une participation dans le groupe Indigo Publications de **Maurice Botbol**, qui publie, entre autres, le bimensuel spécialisé sur le renseignement et les services secrets *Intelligence on line*, *La Lettre du Continent*, *La Lettre de l'Océan indien*, etc.

► Magazine nationaliste de qualité des années 1987-1993, *Le Choc du mois* pourrait reparaître à la rentrée de septembre.

✸ Vifs remous à la rédaction du mensuel homosexuel de gauche *Têtu* (dont le propriétaire est le milliardaire mitterrandien **Pierre Bergé**) à la suite de la large diffusion d'une pétition en faveur de **Jacques Chirac**. Sous la pression de ses lecteurs, le mensuel a du faire paraître plusieurs lettres de lecteurs… favorables à **Jean-Marie le Pen**.

✋ Les résultats des élections présidentielles en France, le 5 mai dernier, étaient connus des Israéliens dès 19 h. Avant même la fermeture des bureaux de vote en France, la radio israélienne *Aroutz 7* a donné les résultats (estimés) de l'élection présidentielle une heure avant la clôture officielle du scrutin.

► Propulsée à la direction des affaires économiques et financières de *Radio France*, **Valérie Charolles** était jusqu'alors conseiller technique du ministre socialiste de l'Industrie et du Commerce, **Christian Pierret**.

► Faisant l'objet de vives critiques dans *Le Monde* (10 mai 2002) et dans *Ras l'front* (mai 2002), le géopoliticien **Alexandre Del Valle** a annoncé sur *Ici & Maintenant*, le 16 mai, qu'il se refusait désormais à participer aux émissions de *Radio Courtoisie*, en raison de l'antisionisme affiché par certains de ses animateurs.

► Proche de la directon historique du GUD, le périodique épisodique *Jusqu'à Nouvel Ordre* vient de sortir son n° 5, très largement consacré au « terrorisme identitaire », avec des textes laudatifs sur divers mouvements clandestins comme le FLNC (*Une île qui explose en beauté*), l'ETA (*Les Ders des durs*), l'IRA (*Seule la force paie*), les mouvements catalans (*Des bombes pour une terre libre*), bretons (*La Blanche hermine et la dynamite*) ou jurassiens (*Le Bélier attaque*), etc. A remarquer également plusieurs textes argumentés très favorables aux divers mouvements palestiniens et très critiques vis-à-vis de la « dérive sioniste » de certains éléments de la mouvance nationale (*Quand les nationalistes trahissent leur héritage*, *De la crotte dans les têtes*, etc.). En raison des risques de poursuite, il n'est donné aucune adresse où acheter ce n°, disponible toutefois dans les bonnes librairies nationalistes.

► A partir du prochain n°, *Restauration nationale*, revue orléaniste animée par **Hilaire de Crémiers** et **Pierre-Marie Benoît**, paraîtra sous le nouveau titre *Politique magazine*.

► Lancement d'une Société des amis de Virgil Gheorgiu à l'initiative d'**Amaury d'Esneval** (Chemin de la Boquette, 27400 Le Mesnil Jourdain).

► Publié par les Editions de L'Aencre (12 rue de la Sourdière, 75001 Paris), *Sous le signe de la roue solaire* de **Jérôme Moreau**, sous-titré *Itinéraire politique de Saint-Loup*, est une remarquable biographie politique (adaptée d'un doctorat d'histoire aussi complet que dépassionné) du romancier **Saint-Loup**, figure tutélaire des mouvements identitaires dont l'itinéraire (des Auberges de jeunesse à la Waffen SS, en passant par de multiples raids et exploits sportifs) a fasciné des générations de militants nationalistes. Un travail qui fera date (biographie quasi-exhaustive de ses livres, index).

► Animé par **Herbert Verbecke** et **Vincent Reynouard**, le VHO, qui conduit des recherches historiques iconoclastes, vient de déménager à Vision Historique Objective, BP 256, B-1050 Bruxelles 5, Belgique. C'est notamment à cette adresse qu'on peut se procurer *Le Massacre d'Oradour : un demi-siècle de mise en scène* (35 euros port compris), dont l'interdiction de vente en France vient d'être levée grâce à la victoire judiciaire de Me **Eric Delcroix**.

► Chez Dualpha/Déterna (Centre MBE 302, 69 Bd Saint-Marcel, 75013 Paris), qui dispose désormais d'un site Internet (*www.deterna.com*), **Philippe Randa** réédite, avec une préface de son crû, *La Gerbe des forces (Nouvelle Allemagne)* d'**Alphonse de Chateaubriant**, un texte majeur sur la vision française du national-socialisme (paru à l'origine chez Grasset en 1937). A signaler également Ma drôle de vie de **Corinne Luchaire**, étoile montante du cinéma français des années trente et fille de **Jean Luchaire**, directeur de l'hebdomadaire de la Collaboration, *Les Nouveaux temps*, fusillé le 22 février 1946. Un témoignage poignant pour une actrice dont la carrière fut brisée par l'épuration et qui mourut en 1950. Toujours chez le même éditeur, **David Gattegno** et **Thierry Jolif** ont réuni une vingtaine de collaborations autour du thème *Que vous a apporté René Guénon?* Panorama particulièrement éclectique puisqu'on y trouve aussi bien la nationaliste-révolutionnaire **Christian Bouchet** que le catholique **Yves Daoudal**, le franc-maçon orléaniste **Michel Gaudard de Soulages** que le mythologue **André Coyné** ou le romancier **Jean Parvulesco**.

► Sortie, en Espagne, d'un ouvrage critique vis-à-vis des événements du 11 septembre aux Etats-Unis, *Le Grand Mensonge* (*La grand Mentira*), sous-titré *Si Ben Laden n'était pas coupable? La conspiration du pétrole*, signé par **Léon Klein**, juif antisioniste (Ediciones Pire, Barcelone).

► *Dis, c'était comment l'Algérie française?*, signé par **Maurice Calmein** et **Christiane Lacoste-Adrover**, tient plus que les promesses du sous-titre : *20 questions et réponses à l'intention des jeunes Pieds-Noirs*. Particulièrement synthétique, clair et précis, Il s'agit de la meilleure synthèse sur l'Algérie française et les Pieds-Noirs, aussi bien d'un point de vue historique que culturel, géographique que sociologique et même culinaire. Une vraie réussite (excellente bibliographie) à très petit prix (10 euros à SOS Outre-Mer, 13 Faubourg Sébastopol, 31290 Villefranche de Lauragais).

KIOSQUE

► Pour les Editions Thot (32 rue de New York, 38000 Grenoble), **René André Lombard** signe *Le Nom de l'Europe, souvenir d'un cérémonial millénaire*. Cet « essai d'archéologie mystique » s'intéresse aux rapports étroits entre les grands mythes européens et l'astronomie, avec les principales figures mythologiques de la voie lactée, comme le Grand Chien, le Taureau, etc. (bibliographie).

► Toujours aussi érudit que passionnant, **Michel Pastoureau** (considéré comme le meilleur spécialiste et historien des couleurs en France) consacre un amusant ouvrage, chez Bonneton, aux *Animaux célèbres*. De la louve romaine au Cheval de Troie, en passant par les éléphants d'**Hannibal**, le Minotaure, la baleine de Jonas, l'âne et le bœuf de la crèche, et même l'ours en peluche, le monstre du Loch Ness ou **Mickey** et **Donald**. Un vrai régal de clarté et d'érudition (bibliographie, index).

► **Jean Guisnel**, grand reporter au *Point* spécialisé dans les questions de défense et de renseignement, et **Guillaume Dasquié**, rédacteur en chef d'*Intelligence on line*, s'apprêtent à publier, le 20 juin chez Fayard, L'Effroyable mensonge. Thèses et foutaises sur les attentats du 11 septembre, réplique à *L'Effroyable imposture* de **Thierry Meyssan**, « best-seller » (250 000 exemplaires vendus) consacrés aux absurdités et manipulations des événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Ils y accusent notamment le fondateur du Réseau Voltaire de « révisionnisme » et de « faurissonnisme » pour s'être largement inspiré des doutes et interrogations émis par *Faits & Documents* (versions papier et Internet).

► A la suite du décès de **Morris**, c'est l'humoriste **Laurent Gerra** qui assurera désormais les scénarios de **Lucky Luke**, qui sera croqué par le dessinateur **Achdé**.

► Principal éditeur américain d'ouvrages d'une extrême précision (avec une iconographie d'exception) consacrés au IIIe Reich, R. James Bender Publishing (PO Box 23456, San Jose, CA 95153-3456, Etats-Unis et *www.bender-publishing.com*) sort le premier volume d'une biographie de **Reinhard Heydrich** rédigée par **Ulrich of England**, une monographie consacrée aux décorations de la SS ainsi qu'une autre sur les insignes des plongeurs de combat américains de 1924 à 1945.

► Historical Review Press est l'un des principaux diffuseurs anglais d'ouvrages, cassettes et revues consacrées à la Seconde Guerre mondiale ou au nationalisme. Son catalogue 2002 vient de sortir (PO Box 62, Uckfield, Sussex, TN22 IZY).

► Nouveaux catalogues de livres anciens : 1) n° 5 d'Odyssée, plus particulièrement spécialisé dans la littérature française, avec des éditions originales et grands papiers (14 rue Saint Exupéry, 78150 le Chesnay). 2) Catalogue « printemps 2002 » d'Armacier. Eclectique, avec des prix toujours « serrés » (Lieudit La Ville, 71290 Cuisery). 3) Fébus Diffusion, « la librairie du renouveau national et européen » (Chemin de Rousse, 64110 Jurançon), qui diffuse, entre autres, le mythique *Tintin, mon copain* de **Léon Degrelle**.

► Un stupéfiant dossier consacré à la censure sur Internet en France, avec preuves et documents à l'appui, est disponible à http://63.110.4.52 On y découvre comment la direction Internet de la gendarmerie a tenté de faire interdire, au Panama, le site *gendarmes-en-colere.org*, dévoilant à la fois sa stratégie et sa technique, demandant notamment à l'hébergeur « d'identifier (ses responsables) à travers les adresses internet, les journaux de connection, moyens de paiement utilisés, etc. » ainsi que ceux des sites lui étant considérés comme « proches » et relèveraient de « l'extrême droite ».

Simple extrait des nouvelles musiques du groupe français Noir Désir : « Dimanche on tue le cochon/**Le Pen** à la salaison/**Mégret** on l'f'ra à l'émincé/**Gollnisch**, aux poix chiches… »

► Le film *Baise-Moi* de **Virginie Despentes** vient d'être totalement interdit en Australie.

► Veuve d'**Henry Coston**, mort en juillet 2001, **Gilberte Coston**, née **Borie**, est décédée le 21 mai 2002 à Caen. Elle a été inhumée, comme son mari, au cimetière de Bagneux.

► Un parc d'attractions, dénommé *Poundamania*, fondé sur la vie et l'œuvre du poète fasciste américain **Ezra Pound**, auteur, entre autres, des fameux *Cantos*, va ouvrir dans sa ville natale, Hailey, dans l'Idaho. La société Six Flags, à l'origine de cette initiative, escompte également inaugurer prochainement un espace *Wasteland-A-Rama* à Saint Louis, fondé sur la vie du prix Nobel de littérature et poète **T.S. Eliot** et un *Wally's World* à Harford (Connecticut) qui sera consacré aux poètes **Wallace Stevens** et **Walt Whitman**.

► Superbe exposition *La Chanson des blés* (« Breton, c'est la chanson des blés » écrivait **Vincent Van Gogh**), rétrospective du peintre **Jules Breton**, sera visible, du 15 juin au 8 septembre, au Musée de Quimper (tel. : 02 98 45 20), puis, du 23 septembre au 15 décembre, à la National Galery of Ireland de Dublin. A cette occasion, une première monographie de l'artiste, due à **Anette Bourrut Lacouture**, sort aux Editions Somogy.

► Les fils du prince **Valerio Borghese**, chef charismatique de la Decima Mas, ont décidé de faire don des collections historiques et politiques de leur père pour créer un musée, à Rome, consacré à ses exploits et ceux des plongeurs d'élite de la République sociale italienne.

► Rectificatif (*F&D* 132) : **Anne Brassié** est président des Amis de Rivarol, tandis que **Pascal Junod** préside les Amis de Robert Brasillach.

► *Le Sable et le soldat*, la chanson ultrasioniste quasi-inédite de **Serge Gainsbourg** (*F&D* 132) peut être entendue à *www.feujcity.com/#feuj/le_sable_et_le_soldat_www_feuj_fr_st.MP3*

Art grandeur nature, exposition actuellement abritée dans le parc de La Courneuve (93), permet de découvrir des cochons roses flottant sur le lac, des poissons rouges dans les cimes des arbres, des nichoirs cloutés et bardés de cuir, des sculptures oscillant entre Pokémon et Lego.



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Dans *Livres-Hebdo*, l'officiel de l'édition et de la librairie, les éditions Ramsay ont publié il y a quelques semaines cet encart, pratique courante pour bloquer un titre d'ouvrage avant sa parution et éviter qu'il ne soit pris par d'autres. Il semble que le livre soit repoussé sine die…

Les éditions RAMSAY
retiennent le titre suivant :
Jospin Président. Les secrets d'une victoire
pour un ouvrage à paraître.

La Coupe du monde de football, qui s'est ouverte le 31 mai à Séoul, provoque une levée de boucliers à l'étranger contre les habitudes alimentaires un peu particulières des Coréens. Parmi les mets proposés aux fans de foot pendant le mois de compétition, figurent en effet le kimchi, plat national coréen à base de chou fermenté agrémenté d'un enzyme digestif au chien, des boulettes de viande de chien, des hamburgers au chien, du chien en boite, de la soupe et même des pains, mayonnaise et ketchup parfumé au chien. Lors des Jeux olympiques de Séoul, en 1988, les restaurants, offrant du chien sous une forme ou sous une autre, avaient été priés de retirer ces plats de leur carte. Un million de chiens destinés à la consommation sont vendus chaque année en Corée du Sud aux gourmets.

► *Epok*, le magazine de la Fnac, consacre, dans son n° de mai 2002 à la censure. On y lit ces propos pour une fois légèrement iconoclastes : « Les sanctions [qui visaient la pornographie explicite] se sont déplacées, via la loi Gayssot de 1990, vers des documents négationnistes, racistes ou faisant l'apologie de crimes de guerre. Cette loi apparaît dépassée par les problèmes techniques et juridiques que pose le Net et semble, au-delà, laisser indifférente l'opinion publique : pour 41% des étudiants [sic; en fait il s'agit des jeunes de 15 à 24 ans], il serait interdit d'interdire les documents négationnistes, selon un récent sondage de l'Union des étudiants juifs de France. »

► Le 21 mai, la Cour d'appel fédérale a condamné les lois sur les produits kasher de l'Etat de New York au motif qu'elles violent la Constitution américaine en promouvant la religion en utilisant l'Etat. Dans cet Etat (comme dans d'autres), la plupart des produits vendus tant aux juifs qu'aux goys sont cachérisés, ce qui conduit les citoyens non-juifs à financer, le plus souvent sans le savoir, les conseils rabbiniques (les produits cachérisés portent en général, sur l'étiquette, un petit K ou un U dans un cercle).

► Un mathématicien japonais, **Tsutomo Matsumoto**, a démontré en direct, lors de la Conférence de l'Union des Télécommunications internationales sur la sécurité, qui s'est déroulé à Séoul, à la mi-mai le peu de fiabilité qu'il fallait accorder aux lecteurs biométriques d'empreintes digitales supposés inviolables et passant pour être le système de sécurité le plus fiable. Avec de la simple gélatine pour confiseries, il a fabriqué, avec l'aide d'une moule, une maquette de doigt utilisant un doigt qu'il avait relevé sur un verre avec la technique simple du scotch-adhésif. Il l'a ensuite photographié numériquement puis réhaussé au niveau des contrastes dans un logiciel de retouche simple avant de l'imprimer sur un papier transparent qu'il a ensuite rendu photosensible avec une technique tout aussi simple. Sur les quinze principaux lecteurs bimétriques disponibles sur le marché, onze ont été piégés.

Un an après que les Australiens ont été forcés, au prétexte de lutter contre la criminalité, de rendre (partiellement) leurs armes personnelles, soit 640 381 armes ayant représenté un coût d'indemnisation de plus de 5500 millions d'euros, les homicides ont augmenté de 3,2%, les attaques envers des personnes de 8,6% et les vols à main armée de 44%. Jusqu'à ce que cette loi soit adoptée, les indices de criminalité étaient stables ou baissaient depuis 25 ans.

Chef-d'œuvre de traduction pour la mise en service d'une trottinette actuellement vendue par milliers dans les supermarchés français (les trois autres pages sont du même acabit).

6. Inspection
Apres installation, inspecter chaque pièce pour prevenir le bouton – poussoir contre desserrage.
7. Maintien
Après utilisation, essuyer cette poulic, et le plier et entrer dans le boîte de carton, et éloigner l' endroit de corrosion.

B. Avertissement:

1. Ne pas glisser au endroit de pente et de vallée.
2. Ne pas glisser à la route.
3. Ce n' est pas utilisable à deux personnes.
4. Ce n' est pas utilisable à la représentation.
5. Ne pas glisser au brouillard et au soir.
6. Ne pas gliser après boire du vin.
7. Utiliser cette poulie avee précaution.
8. Utiliser des pièces detachées designé par le fournisseur s' il vous plaît.
9. La usine n' est pas respousable d' être olessé par eette poulie.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2001. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 76 € (soutien : 100 €); 6 mois (10 nos) : 46 € ; 3 mois (5 nos) : 31 €.